



Rapport d'évaluation rapide de protection des retournés tchadiens de la RCA vivant dans les sites au Sud du Tchad

Période de l'évaluation	24-25 avril 2019
Date du rapport	Mai 2019
Parties prenantes	ACRA, ADES, APLFT, CNARR, IHDL, Care International, PAM, UNICEF, OCHA, SECADEV, Action Sociale, CNARR
Lead de la mission	UNHCR



TABLE DES MATIÈRES

I.	CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION.....	2
1)	Objectifs	2
2)	Approche et méthodologie de collecte des données utilisées	3
3)	Echantillon.....	3
4)	Implication des parties prenantes	3
II.	ANALYSE DES BESOINS	4
1)	Santé et nutrition	4
2)	Sécurité alimentaire	5
3)	Coexistence pacifique.....	5
4)	Moyens de revenus	6
5)	Accès au logement	7
6)	Protection	7
7)	Eau, hygiène et assainissement	9
III.	Constats sectoriels et recommandations.....	9
1)	Constats sectoriels	9

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Après les crises soudanaise et centrafricaine de 2002/2003, les conflits en RCA depuis 2014 ont généré des mouvements importants des personnes vers le Tchad, plus particulièrement dans sa zone méridionale. Au-delà des réfugiés, il y a eu le mouvement vers le Tchad de migrants tchadiens vivant en RCA de longue durée. Environ 100.000 sont revenus au Tchad en 2014 en raison des conflits en RCA. Au cours des premiers mois, les agences des Nations Unis et leurs partenaires ont apporté une assistance en faveur de ces retournés tchadiens de la RCA.

Un Plan de Réponse Global en faveur des retournés tchadiens de RCA, sous la coordination du Ministère du Plan, a été élaboré pour leur prise en charge et leur réintégration, mais jamais mis en œuvre. Son but était d'appuyer la réinsertion des retournés tchadiens venus de la République Centrafricaine (RCA) et soutenir les communautés hôtes des villages d'accueil autour des sites de retournés de Danamadja et Kobiteye dans la Province du Logone Oriental et des sites de retournés de Maingama et Sido dans la Province du Moyen Chari.

Au cours des 5 années écoulées depuis leur retour au Tchad, le nombre de ces retournés a évolué, passant d'environ 100.000 individus en 2014 à 45.000 individus en 2017 (statistiques issues du profilage socio-économique réalisé par PAM/OIM). Cette évolution s'explique par des départs vers d'autres zones du Tchad et/ou certains retours en RCA.

Ces populations ont abandonné leurs activités quotidiennes, tel que l'élevage et perdu une grande partie de leurs biens pendant la fuite. D'autres ont abandonné leurs activités de commerce et/ou cultures maraîchères. En plus de cette crise liée à la volatilité du contexte sécuritaire, se greffe aussi la conjoncture économique qui sévit dans cette région, depuis plusieurs années pour cette population.

Depuis 2014, plusieurs acteurs humanitaires étaient intervenus dans les zones d'accueil pour la réponse multisectorielle d'urgence, notamment dans le cadre de la santé, Wash, abris, documentation. Malgré tout, ces différentes interventions menées ont permis de répondre à des besoins essentiels mais à court/moyen terme. Mais l'absence d'une vision claire sous le lead des autorités ainsi que l'absence de mise en œuvre du plan de réintégration de ces personnes n'ont pas permis d'apporter une solution sur le long terme.

Face à cette situation, la vulnérabilité des populations concernées demeure encore et reste préoccupante dans la mesure où elle met en évidence la problématique d'une véritable réintégration locale des populations dans leurs sites respectifs pour un retour à des conditions de vie normales.

1) Objectifs

L'objectif de cette évaluation est d'identifier l'impact de la diminution de l'assistance, de la situation de déplacement prolongé et du manque de solutions durables d'un point de vue protection. Il s'agit de recueillir des informations sur les risques de protection que les retournés encourent et leurs causes profondes, ainsi que d'essayer d'identifier les capacités et ressources des retournés.

Ceci afin de présenter les résultats de cette évaluation aux autorités et leurs partenaires (incluant la communauté humanitaire) en vue de permettre la mise en œuvre d'activités par ces acteurs dans l'optique de solutions durables afin que ces populations ne soient plus dépendantes d'une assistance humanitaire déjà limitée.

A la fin de l'exercice, les résultats suivants sont attendus :

- Les principales causes ou risques de protection sont identifiés et catégorisés suivant les droits fondamentaux.

- Les capacités existantes et ressources communautaires sont évaluées suivant chaque risque identifié.
- Les solutions aux différents problèmes de protection sont proposées par ordre de priorité.
- Les recommandations sont formulées pour servir de cadre d'orientation pour les réponses qui devront être menées sous le lead des autorités, notamment à travers la réactivation du Plan Global de Réinsertion des Retournés au Tchad.

2) Approche et méthodologie de collecte des données utilisées

L'approche AGD (âge, genre et diversité) a été utilisée comme approche avec une répartition en 7 focus groupe dont : le groupe des filles de 10 à 18 ans, le groupe des femmes de 19 à 49 ans, le groupe des femmes de 50 ans a plus, le groupe des garçons de 10 à 18 ans, le groupe des hommes de 19 à 49 ans, le groupe des hommes de 50 ans et le groupe des leaders (/comités/directeurs d'école/ responsables de centres de santé etc.)

Les différents groupes ont discuté des problèmes sectoriels (santé, alimentation/sécurité alimentaire, cohabitation, moyen de revenus, abris et AME, protection, WASH) suivant un questionnaire (Cf. annexes).

Par ailleurs, une prise en compte du contexte global en lien avec la vie des populations retournées des zones concernées, a été mise en exergue grâce aux:

- Entretiens organisés avec les autorités et/ou chefs des sites, les leaders locaux, les agents de santé, responsables scolaires ainsi que les acteurs humanitaires sur le terrain.
- Entretiens via focus group avec les personnes ressources de la population retournée et résidente.
- Observations directes au niveau de sites et/ou village, des abris, des infrastructures existantes.

Ces données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire élaboré en équipe multifonctionnelle (Cf. annexes). Un outil de synthèse des discussions de groupe par zone a aussi été utilisé (Cf. annexes).

3) Echantillon

Plus de 350 personnes, membres de la communauté retournée et résidente ont été interrogées via des focus groups. Les entretiens ont été menés selon l'approche AGD, tenant compte de l'aspect âge, genre et diversité. (Cf. composition des groupes en annexe ...)

4) Implication des parties prenantes

Une mission de sensibilisation a été conduite au préalable dans les différents sites avec l'implication des autorités au niveau local et départemental ainsi que le HCR.

Les organisations humanitaires et structures étatiques qui ont participé directement à la mission d'évaluation sont : ACRA, ADES, APLFT, CNARR, IHDL, Care International, PAM, UNICEF, OCHA, SECADEV, la CNARR, l'Action Sociale et le HCR lead de la mission.

5) Annexes

- TDR de l'évaluation
- Messages de sensibilisation
- Photos illustratives de l'évaluation
- Le questionnaire pour les discussions de groupes

- Les outils de synthèses par zone

II. ANALYSE DES BESOINS

1) Santé et nutrition

De manière globale, il est ressorti le besoin de renforcement en nombre de staffs qualifiés et d'équipements dans les structures fréquentées par les retournés.

A Danamadja, le centre de santé (opérationnel depuis 2017) qui dessert les deux sites (Danamadja et Kobiteye) ainsi que les villages environnants, est insuffisamment équipé. Il fait face également à de fréquentes ruptures de médicaments essentiels. Au niveau ressources humaines, un seul infirmier assure la gestion du centre de santé, pour une population dépassant les 15.000 individus. Seuls les tests rapides de paludisme sont accessibles dans ce centre de santé. Les cas d'accouchement sont gérés au centre de santé mais sans plateau technique adéquat. Beaucoup de femmes accouchent à domicile avec l'aide d'une matrone non qualifiée.

L'infirmier collecte de l'eau avec l'appui de la communauté et parfois achète l'eau pour le travail car il n'y a aucun forage au centre. Aucune ambulance n'étant disponible, l'infirmier conseille l'auto-référencement à Goré en cas de maladie grave.

Dans ce genre de cas, les patients se font transporter, à leur charge par des mototaxi vers Goré ou d'autres grands centres. Mais le manque de moyen ne permet pas à toute la communauté de s'y rendre pour des soins appropriés. La communauté apprécie l'appui de CARE International qui approvisionne, même si c'est en petite quantité, le centre en produits pharmaceutiques.

Pour s'adapter à ces différents défis d'ordre opérationnel du centre de santé, la communauté pratique l'automédication ou les soins traditionnels.



*Locaux du centre de santé de Danamadja. Le centre dessert les deux sites de retournés de Goré ainsi que les villages voisins.
©UNHCR/Eloge Mbaihondoum.*

Il faut noter aussi par ailleurs qu'UNICEF appuie le centre avec des intrants pour la prise en charge de la malnutrition chez les enfants.

Dans les sites de Sido et Maigama, les problèmes de personnels qualifiés et en nombre insuffisant, le manque d'approvisionnement en médicaments et de gestion logistique des référencement ont également été les principaux points soulevés par la communauté. A ceci s'est ajouté, un manque de compréhension par la population du mécanisme de coordination du système de Santé, notamment avec la présence de structures privées opérant dans le secteur.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Déploiement de personnels qualifiés dans les centres de santé.
2. Approvisionnement régulier en médicaments et produits médicaux.
3. Equipement pour le CDS de Danamadja et ambulances pour tous les CDS
4. Clarification du système de coordination avec les structures privées à Maro.

2) Sécurité alimentaire

La population reste très dépendante de l'assistance alimentaire du PAM. Il est aussi ressorti des discussions de groupes que cette assistance est irrégulière et insuffisante. La plupart des membres des groupes de discussions ont indiqué avoir des difficultés à garantir la consommation alimentaire de leurs familles respectives.

Quelques ménages arrivent à disposer d'un stock de réserve grâce aux activités agricoles, mais ceci ne concerne pas la majorité des ménages. Il apparaît également que le facteur inflation pèse lourdement par rapport au pouvoir d'achat. Cela est d'autant plus évident que la population retournée constituée principalement des éleveurs, ne disposent pas de moyen financier pouvant leur permettre d'accéder aux produits de première nécessité.

En RCA, la plupart des retournés pratiquaient le commerce. Cependant, au Tchad ils ont été amenés à se reconvertir en agriculteurs, mais avec beaucoup de défis. Le principal défi relevé par la communauté est la non implication des services techniques de l'Etat dans la gestion de l'accès à la terre agricole. Les pratiques actuelles (location de terre à 5,000XAF l'hectare et autres arrangements anarchiques) ont un impact négatif sur la population des villages environnants qui se plaint d'avoir de moins en moins accès aux terres agricoles suffisamment fertiles.

La communauté a également relevé l'insuffisance d'autres opportunités que l'agriculture pour subvenir aux besoins alimentaires (accès à l'emploi, formation professionnelle et qualifiante).

Afin de compléter leur ration alimentaire, beaucoup de membres de la communauté disent pratiquer l'exode pour la recherche de petits travaux (incluant travail des enfants) dans les centres urbains, la solidarité communautaire ou autres techniques néfastes d'adaptation (sexe pour survie).

Il existe un réel potentiel en matière agro pastorale, mais un facteur doit être bien maîtrisé en priorité : l'accès de façon durable à la terre.

Des acteurs comme la FAO, FLM, CARE, GIZ et le PAM ont eu et ont toujours des interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire en faveur des retournés et des populations hôtes. Mais les programmes mis en place ne permettent pas de sécuriser les moyens d'existence des retournés car ces interventions sont généralement de petite envergure et de courte durée. Associé à un manque de moyens de production et de stratégie de solutions durables en faveur des retournés.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Renforcer la politique de gestion et d'attribution des terres agricoles dans les villages et site des retournés, via une nécessaire implication des services techniques de l'Etat, notamment l'ANADER, pour une meilleure gestion de l'accès aux terres agricoles.
2. Encadrement technique (ANADER) et appui en intrants agricoles.
3. Appui en micro-crédits pour l'agriculture.

3) Coexistence pacifique

Les communautés des sites se félicitent d'une parfaite cohabitation avec les populations des villages environnants, malgré quelques disputes mineures autour de la collecte de bois de chauffe. Les rares malentendus qui surviennent (conflits éleveurs/agriculteurs et autres) sont résolus à l'amiable par les différents comités mixtes en place, notamment celui des sages.

La solidarité communautaire renforce également les liens entre retournés et populations des villages environnants, avec notamment le partage fraternel du peu de ressources dont ils disposent. Des cas de mariages entre membres des deux communautés sont également cités en exemples positifs.

On note aussi, pour les sites de Goré la création d'un groupement regroupant 7 chefs de village et 18 retournés pour une gestion structurée des AGR (non encore fonctionnel par manque de moyens financiers). Néanmoins les différents groupes déplorent l'absence des projets fédérateurs entre les retournés et les populations des villages environnants (compétitions sportives, activités socio-culturelles etc.)

Dans les sites de Maro, les retournés recommandent particulièrement la prise en compte des membres des populations des villages environnants dans les différentes assistances afin d'éviter les petites querelles qui naissent habituellement en cas de non inclusion.

Les retournés souhaitent seulement s'autonomiser à travers les AGR et autres activités productives afin de s'intégrer plus confortablement. Ils soutiennent cela par le fait qu'ils n'ont pratiquement pas d'attache avec leurs villages d'origine au Tchad et le fait qu'ils ne peuvent plus retourner en RCA par crainte de persécution.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Mettre en place des projets porteurs mixtes notamment agricoles, de transformation, à l'image des AGRs en gestation au sein du comité mixte de Danamadja.
2. Poursuivre les actions de sensibilisation sur la cohabitation pacifique et renforcer les capacités des différents comités en place.
3. Tracer des couloirs de transhumance pour limiter les petits conflits éleveurs agriculteur.

4) Moyens de revenus

Les retournés, conscients des difficultés actuelles de la communauté humanitaire en matière de ressources, demandent d'être appuyés pour pouvoir produire et se prendre en charge. Ils recommandent que cela se fasse sur la base des résultats du profilage socio-économique qui les classe en catégories d'autonomisables à court, moyen et long terme.

L'insuffisance d'opportunités économiques (faible demande sur le marché, accès à l'emploi etc.) ainsi que l'accès limité à la formation professionnelle et qualifiante ont clairement été identifiés comme les principaux défis à relever pour ce secteur.

Pour générer du revenu, les retournés exercent des petits commerces tels que la vente de fagots, de condiments, des petits travaux temporaires en ville ou dans les champs. Certains membres de la communauté ont eu accès aux AGR appuyés par des ONG humanitaires. D'autres se reconvertissent tant bien que mal à l'agriculture ou pratiquent l'élevage. L'absence de papiers d'identité valides met les retournés dans une situation de vulnérabilité. Cela inhibe aussi les efforts d'autonomisation puisqu'ils n'ont pas accès aux services bancaires et aux crédits pour pouvoir démarrer/développer des activités économiques fiables.

Enfin, les retournés déplorent le manque d'appui de la part des services étatiques dans leur situation actuelle. La cohabitation se passe bien grâce aux efforts des chefs de village et leaders retournés, mais sans une implication réelle ni encadrement des autorités administratives.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Appui technique et en intrants pour plus grande production agricole (ANADER).
2. Faciliter l'accès aux formations professionnelles.
3. Former les femmes /filles aux petits métiers (broderie, tricotage, pâtisserie artisanale, salon de coiffure, saponification, teinture...) et les appuyer avec des petits capitaux pour leur permettre de s'installer et exercer.
4. Poursuivre l'appui pour la création des PME.

5) Accès au logement

A l'arrivée des retournés en 2014, le HCR a fourni des abris familiaux d'urgence.

Cinq ans après cette assistance (2019), certains ménages logent encore dans des abris d'urgence. Quelques acteurs humanitaires dont OIM et CERF ont appuyé certains ménages vulnérables avec des abris semi-durables. Mais jusqu'ici, les différents groupes interviewés jugent la situation préoccupante, du fait de l'insuffisance d'abris adéquats dans les ménages.

Pour s'adapter au manque d'abris, beaucoup de ménages affirment vivre dans la promiscuité avec jusqu'à 7 à 8 personnes en moyenne dans un seul abri de 4x3m. Certains construisent des abris de fortune (en brindilles, branches d'arbre, morceaux de tissus, bâches usées etc.) pour décongestionner les abris familiaux. La sécurité est très précaire dans ce genre d'abris, avec notamment les toitures qui suintent en saison de pluies, les insectes et reptiles qui perturbent ainsi que des cas d'incendie rapportés.



Plusieurs ménages habitent encore dans des abris en bâche. ©UNHCR/Eloge Mbaihondoum

L'observation montre également que certains ménages essaient de construire eux-mêmes des abris semi durables mais sont très souvent butés au problème d'accès aux matériaux de construction. L'inspection forestière est rigide au niveau de la coupe de bois de construction et l'accès à la paille n'est pas souvent évident. Du fait de leur faible pouvoir d'achat, la majorité des ménages disent n'être pas en mesure d'acquérir ces matériaux de construction sur le marché.

Sur le site de Sido en particulier, on dénombre beaucoup de femmes seules et/ou cheffes de ménage. Ces femmes qui constituent une majeure partie de la population, ne sont pas pour la plupart des cas, en mesure de se doter d'abris semi-durables et donc habitent encore des abris d'urgence (en état de délabrement très avancé), avec les risques de protection qui en découlent.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Faciliter l'accès aux matériaux pour la construction des abris durables
2. Appui à la construction communautaire des cases
3. Offrir des opportunités de solutions durables via l'allocation de terres (pour que les retournés puisse se projeter dans l'avenir et construire et/ ou se sédentariser) sous le lead des autorités

6) Protection

La plus grande préoccupation relevée dans ce chapitre est l'accès à la documentation (extrait de naissance, cartes d'identité nationale). Les retournés reconnaissent être à risque d'apatridie car ne

possédant aucun document qui fait d'eux de citoyens tchadiens. Ce qui les expose d'ailleurs aux confiscation et extorsions de biens.

Il faut cependant noter que ce problème de documents n'est pas propre qu'aux retournés. Les chefs et membres des villages environnants qui ont également participé aux groupes de discussion indiquent clairement que la très grande majorité des habitants des villages ne possèdent pas de pièces d'identité. Tout autant que les retournés (qui utilisent les récépissés de carte d'identité), ils se plaignent des tracasseries policières liées aux documents, qui limitent la liberté de mouvements. Ce manque de documents ne permet pas également aux retournés de se constituer en groupements pour demander des micro-crédits.

Des incidents de protection impliquant des agents des forces de sécurité sont relevés. Notamment au niveau des retournés de la zone de Maro. Avec des cas d'extorsion de biens lors de déplacements ainsi que des cas d'arrestation arbitraires. Des cas de violences sexuelles impliquant des agents des forces de sécurité ont aussi été mentionnés dans différentes groupes.

S'agissant des questions liées au mariage précoce et/ou forcé, il a été rapporté que les enfants étaient donnés en mariage précocement par le passé. Cependant, avec les différentes sensibilisations menées par les acteurs humanitaires, les autorités et les mécanismes communautaires, ce phénomène a considérablement diminué. Pour autant, il n'en n'est pas moins vrai aussi que la pratique du mariage coutumier où la fille est dotée étant mineure et doit regagner son époux à l'âge d'adulte se poursuit toujours. Les groupes des jeunes reconnaissent clairement que certains parents donnent leurs filles mineures de force en mariage.



Collège de Kobiteye. © UNHCR / Eloge Mbaihondoum

Au niveau de l'éducation, les filles et garçon vont à l'école dans les sites de Goré. Par contre, les groupes de discussion font état d'une déperdition scolaire depuis la fermeture des cantines scolaires précédemment tenues par des acteurs humanitaires. Le fonctionnement des écoles est également mis à mal du fait de la faible contribution communautaire. Les parents indiquent n'avoir pas suffisamment de moyens pour participer aux cotisations de l'APE ou même, pour certains, acheter des fournitures scolaires des enfants.

Par ailleurs, un mouvement pendulaire des enfants des sites de retournés de Kobiteye et Danamadja à Goré a été observé. Ces enfants dont l'âge varie de 5 à 10 ans viennent à la recherche de la nourriture en pratiquant les activités de survie et la mendicité qui constituent un facteur de risque de protection importante pour eux.

Aussi, les jeunes n'ont pas accès aux études supérieures (une dizaine de bacheliers à Kobiteye sans accès aux universités ou instituts supérieurs), notamment dans les universités nationales tchadiennes. La cause évoquée se trouve au niveau de la documentation (cartes d'identité et actes de naissance). Cela soutient aussi la difficulté financière, empêchant les jeunes de quitter les sites pour s'installer dans d'autres villes pour les études supérieures.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Plaider auprès des autorités pour un accès à la documentation (carte d'identité)

2. Renforcer les capacités des enseignants et plaider pour plus de déploiement d'enseignants de l'Etat (par rapport au nombre de la population).
3. Faciliter l'accès à l'éducation universitaire des jeunes bacheliers vivant dans les sites.
4. Développer une synergie d'action impliquant les parents, les mécanismes communautaires et le ministère de l'action sociale afin de minimiser les mouvements des enfants.

7) Eau, hygiène et assainissement

Présentement, la couverture en infrastructures d'eau disponible dans les sites n'est pas estimée de manière approfondie. Du moins, la qualité de l'eau de certains forages est mise en cause du fait qu'ils ne sont pas traités. On note également beaucoup de forages en panne.

Ce nombre élevé de forages en panne s'explique notamment par le fait que les coûts de réparation des pannes en question sont hors de la portée financière des comités de gestion des points d'eau. D'ailleurs, les comités eux-mêmes affirment avoir des difficultés de trésorerie du fait que beaucoup de ménages n'ont pas d'argent pour payer leur cotisation mensuelle de 100 XAF. Par-dessus-tout, les communautés se plaignent du manque d'implication des services techniques de l'Etat.



Un point d'eau au site de Danamadja. ©UNHCR/Eloge Mbaihondoum

Au niveau de l'hygiène et assainissement, le nombre des latrines et bacs à ordures est jugé insuffisant par la communauté. Il en résulte une forte pratique de la défécation et le dépôt d'ordures à l'aire libre qui exposent les populations à diverses maladies.

Orientations prioritaires issues des discussions de groupes :

1. Implication des services techniques de l'Etat pour la gestion de l'eau en qualité et quantité. Pour le renforcement de capacités et suivi des comités de gestion des points d'eau (CGPE).
2. Sensibilisation à la construction des latrines familiales
3. Formation en nombre suffisant et en qualité des techniciens/réparateurs communautaires pour l'entretien des points d'eau afin de limiter les charges financières.

III. Constats sectoriels et recommandations

1) Constats sectoriels

L'évaluation menée a permis aux différents acteurs d'avoir un aperçu de la situation des retournés au sud du Tchad. Cinq ans après leur retour au Tchad, la **situation de ces personnes reste préoccupante à plusieurs niveaux**, malgré les différentes interventions humanitaires qui ont été menées (notamment dans les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, du WASH). Egalement, **leur statut et la dénomination même utilisée (« retournés ») contribue à maintenir un flou quant aux responsabilités des différents acteurs.**

Le nombre d'acteurs humanitaires intervenant dans les sites de retournés a considérablement diminué depuis leur arrivée. Les quelques projets menés au cours des 2 dernières années sont des projets à court terme et dont les impacts sont aussi sur court terme. Même le projet CERF

Multipurpose Cash mené en 2018 semble n'avoir pas avoir eu l'impact escompté à court terme. L'impact sur le long terme non plus n'est pas perceptible.

Deux secteurs apparaissent comme des révélateurs de non amélioration de la situation sur le long terme :

- **La dépendance à l'assistance en vivres fournie par le PAM.** Et ceci malgré le projet CERF Multipurpose Cash mené en 2018 qui devait permettre une certaine autonomisation et donc un arrêt des distributions. Ce qui n'est pas le cas.
- **Les abris :** de nombreux abris d'urgence construits en 2014 sont encore utilisés mais dans un état de délabrement. La promiscuité dans ces abris et leur niveau de délabrement exposent les personnes à la fois aux conséquences sévères des intempéries / saisons des pluies mais aussi à des risques de protection.

Au niveau WASH, il persiste un **problème d'assainissement et de pérennisation des installations.**

Bien que des améliorations aient été relevées au niveau de l'accès à la santé (notamment à Danamadja/Kobiteye avec le centre de santé opérationnel depuis 2017), les **services de santé sont aux minima en raison des ruptures fréquentes en médicaments, absence de chaîne de froid, de système de référencement et de personnel qualifié en nombre suffisant.**

L'éducation souffre des conséquences de la réduction de l'assistance (alimentaire en particulier), du **manque d'enseignants qualifiés, du matériel et infrastructure scolaires** et des effets de la grève des enseignants. Mais aussi du manque d'implication des parents eux-mêmes qui ne favorisent pas systématiquement l'accès à l'école comparativement aux travaux champêtres ou travaux ménagers.

Au niveau de la protection, les incidents liés au sexe pour la survie, mariages précoces et travail des enfants, ont été soulevés. Mais pas dans une grande proportion. Néanmoins, l'approche de cette évaluation (discussions en groupes structurés) ne permettait pas d'obtenir tous les détails sur ces types d'incidents ni de les quantifier.

Le problème majeur mentionné est **le manque de documentation**. 6.321 retournés bénéficient d'un récépissé en vue de l'obtention de cartes d'identité (récépissés reçus en 2016). Mais le processus est suspendu depuis 3 ans à cause d'un blocage au niveau central lié aux capacités d'impression des cartes. Au-delà, ce manque de documentation représente une entrave à la liberté de circulation et à différentes opportunités économiques (ouverture de compte). Il faut néanmoins souligner que ce manque de documentation et les entraves liées ne touchent pas uniquement la population retournée mais l'ensemble de la population de ces régions, notamment les populations des villages environnant des sites de retournés.

Le statut de ces personnes et la terminologie désormais couramment utilisée pose problème. Au cours des discussions de groupes, les participants ont expliqué qu'ils se sentent avant tout tchadien. Même si ceux étant restés dans les sites n'ont plus de liens directs avec leurs familles dans leurs zones d'origine, ils se considèrent comme citoyens tchadiens et n'envisagent leur futur que dans cette zone au sud du Tchad où ils sont installés depuis près de 5 ans. Or **cette terminologie participe à une certaine discrimination et contribue également au niveau des autorités à les associer à un groupe devant bénéficier d'une assistance humanitaire sans recherche de manière proactive des solutions sur le long terme en tant que citoyens tchadiens.**

Toutes les faiblesses sectorielles mentionnées ont un impact sur la protection de ces populations, nuisant gravement à leur capacité d'autonomisation: i) le manque d'abris semi-durables conduisant à une promiscuité élevée et à des risques de santé (surtout en saison des pluies), ii) le manque d'accès aux vivres conduisant à des mécanismes d'adaptation néfastes, iii) le manque de points d'eau

fonctionnels pouvant amener à des tensions autour des points d'eau fonctionnels, iv) le manque d'accès à des emplois ou autres sources de revenus, conduisant à une exposition des enfants pour des travaux forcés et/ou mendicité dans les villes, v) manque d'accès aux terres de manière organisée, conduisant à des risques de tensions avec populations des villages environnants, vi) le manque de documentation limitant la liberté de circulation et l'accès à des moyens de subsistance dans une certaine mesure.

A l'issu de cette évaluation, il ressort un dénominateur commun aux gaps identifiés dans les différents secteurs : **le manque d'implication des services techniques de l'Etat**. Ceci est un point fondamental avec, au sein de la communauté des retournés, un sentiment d'abandon de la part des autorités. Or pour toute solution sur le long terme, cette implication des autorités est nécessaire. Sans besoin d'un soutien financier d'envergure. Le secteur le plus illustratif sur ce point est le secteur agricole. Des terres agricoles sont disponibles autour des différents sites. Mais la gestion reste anarchique, sans implication ni des services techniques de l'Etat ni des autorités administratives pour une meilleure gestion/organisation, impactant considérablement sur l'efficacité des activités agricoles menées.

2) Recommandations / conclusions

La **réponse humanitaire à court terme n'apparaît plus être une solution envisageable**. Les différentes interventions menées ont permis de maintenir des standards minimums dans les secteurs clés. Mais apparaît désormais impératif **qu'une vision sur le long terme soit identifiée et mise en œuvre. Sous le lead des autorités**. Le Plan Global de Réinsertion des Retournés qui avait été développé par les autorités en collaboration avec les acteurs humanitaires n'a jamais été mis en œuvre, notamment en raison d'une estimation budgétaire très élevée. Mais ce plan devrait servir de base, en retenant les éléments les plus pertinents, pour assurer des opportunités durables permettant l'accès aux moyens de subsistance, à la terre et au marché du travail et aux services sociaux de base.

En termes de vision et de perspective, à l'issue des discussions de groupes menées lors de cette évaluation, il apparaît que **la volonté des retournés dans les sites est de pouvoir s'intégrer localement**. Ils proposent leur intégration dans leurs sites respectifs actuels avec l'appui en documentation pour leur reconnaissance en tant que citoyen tchadien et pour la libre circulation. Ce qui suppose selon eux que **l'étape prioritaire serait de travailler avec les autorités aussi bien traditionnelles qu'administratives sur la question foncière**. Etant donné qu'ils ne souhaitent pas aller dans d'autres régions du Tchad où ils n'ont plus de liens familiaux ni en RCA en raison des traumatismes vécus, ils ont besoin de s'établir soit dans l'espace des sites actuels soit via une répartition dans différents villages au sud du Tchad.

Au niveau de la documentation, **à court terme reprendre le processus de délivrance des cartes d'identité**.

Une **programmation intégrée entre acteurs humanitaires et de développement apparaît nécessaire. Mais ceci sous un leadership renforcé des autorités**. Cela permettra de répondre aux besoins à long terme avec des activités de résilience et en renforçant le développement local. Pour toutes réponses sur le long terme.

Annexes

Annexe 1

Termes de référence de l'évaluation

TERMES DE REFERENCE Evaluation rapide de la situation Protection des retournés au Sud du Tchad Goré, Février 2019

Introduction

En février 2019, l'UNHCR planifie d'organiser une évaluation dans les sites des retournés au Sud du Tchad afin d'évaluer l'impact, d'un point de vue protection, de l'assistance limitée et du manque de solutions durables proposées aux retournés tchadiens.

Ces populations ne relèvent pas du mandat de l'UNHCR, néanmoins leur situation de déplacement prolongée et l'assistance limitée ont des impacts sur la protection de ces personnes.

Cette évaluation, qui sera menée sous le lead de l'UNHCR, cherchera à être inclusive, avec l'implication des agences sœurs du système des Nations Unies, les ONG et institutions gouvernementales/étatiques, afin de donner une dimension objective à cette évaluation.

Contexte

La crise en RCA en 2013 et 2014 avait entraîné des mouvements de populations aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la RCA. Au-delà des réfugiés, le Tchad avait aussi accueilli des retournés qui eux aussi ont fui la crise de la RCA. Ces retournés étaient de nationalité tchadienne, mais vivaient depuis de nombreuses années en RCA pour des motifs privés.

Ces retournés ont été installés dans des sites, notamment à Gore (Danamadja et Kobiteye) à Maro (Maingama et Sido) et à Moundou (Djako). En plus de ces sites aménagés, d'autres retournés s'étaient installés dans les villages. Selon les estimations données par OIM en 2014, il y avait cette année-là environ 110.000 retournés. Lors du dernier profilage réalisé par le PAM et l'OIM mi 2017, le nombre de retournés avait considérablement diminué, passant à environs 40.000 au Sud du Tchad.

Le gouvernement Tchadien avait finalisé, en 2015, un Plan de Réponse Globale sur 5 ans pour la réinsertion des retournés. Mais ce plan, d'un montant d'environ 300 millions USD, n'a jamais été financé pour que les activités prévues puissent être menées.

Ces retournés ont bénéficié d'assistance de la part de la communauté humanitaire particulièrement lors des 6 premiers mois de leur présence. Puis, en raison de manque de financements, cette assistance a progressivement diminué. Néanmoins, des interventions ont été menées dans différents secteurs. Notamment à travers trois projets CERF. Dont le dernier mené en 2017/2018, à travers une assistance Multipurpose cash, prenant en considération les secteurs de la sécurité alimentaire, des moyens d'existence, des abris, du WASH, de la protection et de la santé. Mais aussi à travers des fonds ECHO dans l'octroi des AGR (2015-2016)

L'UNHCR est aussi intervenu pour la délivrance de documents d'identité et la prévention de l'apatridie. La remise de récépissés en vue de la délivrance de cartes d'identité (financement ECHO : fonds Union Européenne) a été réalisée en 2015 (mais les cartes d'identité n'ont pu être délivrées pour des limites techniques) ainsi que la délivrance d'actes de naissance.

Objectif

L'objectif de cette évaluation est d'identifier l'impact de la diminution de l'assistance, de la situation de déplacement prolongé et du manque de solutions durables d'un point de vue protection. Il s'agit de recueillir des informations sur les risques de protection que les retournés encourent et leurs causes profondes, ainsi que d'essayer d'identifier les capacités et ressources des retournés.

Ceci afin de présenter les résultats de cette évaluation aux autorités et leurs partenaires (incluant la communauté humanitaire) en vue de permettre la mise en œuvre d'activités par ces acteurs dans l'optique de solutions durables afin que ces populations ne soient plus dépendantes d'une assistance humanitaire déjà limitée.

Méthodologie

Combinaison des approches qualitatives et observation pour assurer la triangulation de l'information. Mise en place d'équipes multifonctionnelles en vue de l'organisation des groupes de discussions séparés suivant l'approche AGD avec l'adoption et répartition des thématiques (sujets clés) devant orienter les débats en vue d'identifier les risques, les capacités existantes et les ressources disponibles au sein de la communauté.

- Revue des documents et rapports :
 - o Résultats du profilage mené par PAM et OIM en 2017
 - o Rapports d'activités des partenaires intervenant dans les sites de retournés
- Visites sur terrain par équipes multifonctionnelles :
 - o Evaluation participative (AGD) avec des discussions structurées en groupes (filles, garçons, hommes, femmes).
 - o Discussions de groupes avec les comités (comités de leaders, comités SGBV)
 - o Discussions avec les partenaires intervenant dans les sites de retournés
 - o Interviews des informateurs clefs (enseignants, médecins, chefs de villages/cantons)

Période

Février 2018 (se référer au chronogramme joint)

Lieux à visiter et ressources humaines

- Goré : Sites de Danamadja et Kobiteye
- Maro : sites de Maignama et Sido

Cette évaluation sera inclusive et la participation des agences UN, ONG, services techniques de l'Etat est souhaitée en vue de renforcer l'objectivité de cette évaluation, et afin que les résultats servent comme outil de plaidoyer commun.

Les staffs HCR, les partenaires humanitaires (agences UN et ONG), les autorités locales, composeront les équipes multifonctionnelles qui vont conduire les discussions sur le terrain (avec prise en considération des critères du genre et de diversités pour la composition des équipes)

Six équipes multifonctionnelles seront mises en place et chacune disposera d'un chef d'équipe, d'un rapporteur, d'un facilitateur/traducteur et des points focaux sectoriels.

Les retournés sont la population cible de cette évaluation. La tranche d'âge retenue pour l'exercice de cette année est de **11** ans à plus de **60** ans.

Résultats attendus

A la fin de l'exercice, les résultats suivants sont attendus :

- Les principales causes ou risques de protection sont identifiés et catégorisés suivant les droits fondamentaux.
- Les capacités existantes et ressources communautaires sont évaluées suivant chaque risque identifié.
- Les solutions aux différents problèmes de protection sont proposées par ordre de priorité.
- Les recommandations sont formulées pour servir de cadre d'orientation pour les réponses qui devront être menées sous le lead des autorités, notamment à travers la réactivation du Plan Global de Réinsertion des Retournés au Tchad.

Message de sensibilisation pour évaluation Protection dans les sites de retournés

1. Suite à la crise de 2014 en RCA, les retournés tchadiens ont été installés dans des sites au sud du Tchad
2. Après plusieurs assistances humanitaires, particulièrement au cours des premières années, un plan de réintégration des retournés tchadiens a été élaboré par les autorités, mais non mis en œuvre en raison de manque de financement
3. Après 4 années d'existence de ces sites, la CNARR, l'UNHCR et ses partenaires souhaitent évaluer la situation de Protection des retournés. Ceci afin d'identifier les problèmes de protection auxquels font face les retournés en 2019
4. Les résultats de cette évaluation seront partagés avec les autorités et d'autres acteurs, en vue de réactiver le plan de réintégration. **L'objectif n'étant pas de revenir à des assistances humanitaires de court terme mais plutôt de trouver des solutions durables à la situation des retournés, sous le lead des autorités tchadiennes**
5. L'UNHCR, en tant qu'agence de protection, assurera un plaidoyer pour ces interventions grâce aux résultats de ces évaluation, **mais ne procédera pas à de nouvelles assistances humanitaires dans les sites de retournés**
6. Les retournés, en tant que citoyens tchadiens, relèvent directement de la responsabilité de autorités tchadiennes, qui s'efforceront, avec l'appui des humanitaires, à identifier et mettre en œuvre des solutions durables à leur situation
7. Pour cela, une évaluation Protection sera menée par la CNARR, l'UNHCR et ses partenaires, à travers des discussions/échanges en groupe, en se basant sur une approche prenant en considération la diversité du genre et du sexe (discussions avec des groupes d'hommes, groupes de garçons, groupes de femmes, groupes de filles)
8. Cette évaluation sera organisée le 23 et 24/04
9. Une restitution des résultats sera faite au niveau des sites de retournés au cours du mois de mai

Annexe 3
Quelques photos illustratives



Annexe 4

Questionnaire pour les discussions de groupe

RAPPORT DISCUSSION DE GROUPES FGD

Site:	Date:
Groupe de discussion	
Membres de l'équipe:	

Secteurs (adapter la question aux personnes en fonction de l'âge, le sexe, le contexte...)

I. Santé : (Retournés)
- Comment se déroule l'assistance médicale aujourd'hui ?
- Qui sont ceux qui vous assistent ?
- Qu'est ce qui marche bien ?
- qu'est ce qui ne marche pas ?
- Que pensez-vous qu'on devrait améliorer ?
- Quels sont les principaux problèmes auxquels vous faites face pour vous soigner ?
- Existe-t-il un comité de gestion de votre centre de santé ?
- Comment vous approvisionnez-vous en produits pharmaceutiques ?
- Y-a-t-il des membres de la communauté qui consultent des marabouts ou guérisseurs traditionnels quand ils sont malades ? pourquoi préfèrent-ils ces marabouts au lieu du centre de santé ?
- Avez-vous accès facile aux références médicales à Moundou ou ailleurs ? si non pour quoi ?
- Quelles sont selon vous les maladies les plus récurrentes dans la communauté ?
- Y a-t-il un centre de santé dans le site ? comment appréciez-vous ses services ?
- Vos enfants vont-ils à l'hôpital quand ils sont malades ? Si non pourquoi ?
II. Alimentation / Sécurité alimentaire : (Retournés)
- Comment subvenez-vous à vos besoins alimentaires ?
- Donnez-vous suffisamment à manger à vos enfants ? Si non pour quelles raisons ?
- Combien de fois par jour vous et vos enfants mangez ?
- Etes-vous satisfaits de l'assistance alimentaire que vous recevez ?
- Que pensez-vous qu'on devrait améliorer ?
- Disposez-vous d'un petit stock de céréales cultivés par vous-mêmes ?
- Avez-vous accès facile à la terre cultivable ?
- Quelle est la moyenne des superficies que vous cultivez ?
- Recevez-vous des semences ? de qui ?
- Recevez-vous des appuis techniques ? de qui ?
- Pratiquez-vous aussi l'élevage ?
- Comment soignez-vous vos animaux ?
III. Cohabitation avec les populations Retournés et villages environnants :
- comment se déroule la cohabitation avec les autochtones ?
- qu'est ce qui marche bien ?

- qu'est ce qui ne fonctionne pas ?
- Existe-t-il un comité de sages constitué de retournés et des autochtones ? si oui, comment l'appréciez-vous ?
- Que pensez-vous qu'on devrait améliorer / que vous devriez améliorer ?

IV. Moyens de revenus (Retournés)

- Quelles sont vos principales activités génératrices de revenus ?
- Quels sont les difficultés liées à l'exercice de vos AGR ?
- Avez-vous accès aux crédits bancaires ou au micro crédit ? Sinon, pourquoi ?
- qu'est ce qui a bien marché ?
- qu'est ce qui n'a pas bien marché ?
- Recevez-vous des appuis techniques ? de qui ?

V. Abris/Habitat/AME : (Retournés)

- Tous les ménages ont-ils des abris ?
- Y a-t-il de difficultés de construire un abri? Si oui, lesquelles ?
- Avez-vous réalisé vous-mêmes des abris pour votre famille à part les humanitaires ? si oui, combien ? si non, pourquoi ?
- Vos enfants sont-ils en sécurité dans votre abri ?
- qu'est ce qui a bien marché ?
- qu'est ce qui n'a pas bien marché ?
- le site est-il resté bien aménagé (pas d'obstruction et construction anarchiques dans les ruelles, points d'eau fonctionnels, etc.)
- avez-vous accès au crédit pour la construction ?
- qu'est ce qui devrait être amélioré ?

VI. Protection

- Vous sentez-vous protégé (en sécurité) dans le site ?
- Circulez-vous librement (mouvements transfrontaliers et autres) ?
- Quels sont les incidents qui ont touché les membres de la communauté ?
- Comment ont-ils été reportés et auprès de qui ? (insister avec le groupe des femmes, SGBV et des enfants sexe pour survie) ?
- Les personnes survivantes des violences ont-elles accès à la justice ? si non pourquoi ? si oui, leur préjudice avait-il été réparé ?
- Les Leaders communautaires s'impliquent-ils dans la prévention des violences basées sur le genre ?
- Y a-t-il des personnes vivant avec handicap, âgée, PVVIH ? sont-elles prises en charge ? comment ?
- Les filles se marient -elles tôt ? quelle est la moyenne d'âge ?
- Existe-t-il des filles mariées de force ?
- Quelles ont été les réponses apportées par la communauté et hors communauté (services sociaux, humanitaires etc.) ?
- Avez-vous rencontré des difficultés particulières relatives à la documentation ?
- Comment ressentez-vous la fermeture de la frontière ?

- Qui assure la sécurité au site ?
- Les éléments qui assurent la sécurité sont t- en nombre suffisant ?
- Y a-t-il un comité de vigile sur le site ? quel est leur nombre ?
- Vos enfants ont-ils tous les actes de naissance ? Si non pour quelles raisons ?
- Vos enfants sont-ils en sécurité là où vous vivez ? Si non pourquoi ?
- Est-ce que votre enfant et d'autres enfants de votre connaissance peuvent aller à l'école tous les jours ? Si ce n'est pas possible, pourquoi ?
- Les filles vont-elles à l'école aussi bien que les garçons ? sinon pourquoi ?
- Les jeunes ont-ils la possibilité d'étudier ? Si non pour quelles raisons ?
- Quelle serait la meilleure façon d'aider tous les enfants et les jeunes à aller à l'école ? Citer une chose qui pourrait améliorer votre école dans l'immédiat.
- Avez-vous des enfants qui fréquentent des universités ? si oui, combien sont-ils ?
- Quelles sont vos suggestions pour améliorer votre protection ? (pour que vous soyez plus à l'aise, plus écoutés, plus en sécurité ? Que pouvez-vous faire ?

VII. Eau, hygiène et assainissement
Avez-vous accès à de l'eau potable ?
Les points d'eau sont-ils suffisants ?
Y-a-t-il des points d'eau en panne dans votre site ?
Quelles quantités recevez-vous par jour ?
Quelle est la qualité de l'eau que vous consommez ?
Existent-t-ils des conflits autour des points d'eau ? Si oui, quelles sont les principales causes ? Qu'est ce qui a bien marché ?
Qu'est ce qui n'a pas bien marché ?
Que pensez-vous qu'on devrait améliorer ?

VIII. Citez 3 problèmes/besoins prioritaires que les femmes/la population de ce site rencontrent et proposez une solution pour chaque :

1- Problème A :

▪

2- Problème B :

▪

3- Problème C :

▪

IX : quelle est votre vision et les solutions proposées pour votre réintégration ou autre solution sur le long terme

- Intégration sur place : comment ?
- Retour et intégration dans vos villages d'origine au Tchad : comment ?
- Retour en RCA : Comment ?

Annexe 5

Outils de collecte par zone

a) Kobiteye et Danamadja

Date de la visite : 24-25/04/2019

Données géographique		
Région	<i>Logone orientale</i>	
Préfecture	<i>Nya pende</i>	
Sous-préfecture		
Village/Site	<i>Kobiteye et Danamadja</i>	Rural <input checked="" type="checkbox"/> Urbain <input type="checkbox"/>
Coordonnées GPS	Latitude	Longitude

Liste et numéros des secteurs :

1. Santé
2. Alimentation/Sécurité Alimentaire
3. Cohabitation
4. Moyens de revenus
5. Abris et AME
6. Protection
7. WASH

Secteur 1 : Santé

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires Insuffisance de staffs qualifiés Manque de médicaments Manque d'équipements Manque de forage	1 ^{er}	Insuffisance de personnels qualifiés	Rupture fréquente de médicaments	Insuffisance de la prise en charge médicale des malades	Absence de CDS à Kobitey et manque d'équipements pour celui de Danamadja	Manque d'équipement incluant ambulance au CDS de Danamadja et absence de CDS à Kobitey	Rupture de médicaments au CDS de Danamadja/ Inexistence de CDS a Kobitey depuis 2016	Absence de CDS à Kobitey, et CDS de Danamadja peu opérationnel
	2 ^{eme}	Manque des produits essentiels	Insuffisance de staffs qualifiés	Manque de staff soignant qualifié à Danamadja et absence de CDS a Kobiteye.	Rupture de médicaments	Manque de produit pharmaceutiques au CDS	Nombre insuffisant du staff et l'inexistence de services de garde au CDS de Danamadja/	Absence de soins gratuits pour les malades référés à Goré/Moundou etc.
	3 ^{eme}	Problème de référencement et pas de poste de sante à Kobitey	Difficultés de référencement vers les grands centres	Insuffisance et rupture fréquentes des médicaments CDS de Danamadja		Insuffisance du personnel	Aucune matrone qualifiée dans les deux sites	Insuffisance de staff qualifié à Danamadja et absence de formation pour les matrones et aides-soignants de Kobitey
Techniques d'adaptation / Comportements de survie Médecine traditionnelle et automédication Achat de produits au marché Utilisation des taxis-motos pour transport des malades	1 ^{er}	Fonctionnement du CDS avec personnels non qualifiés	Utilisation des médicaments de la rue et automédication	Résignation des personnes démunies sinon recours aux médicaments du marché	Achat de médicaments avec les ambulants	L'automédication	Approvisionnement en médicaments auprès des détaillants du marché local et de Gore	Déplacement vers Goré pour les soins ou recours aux guérisseurs traditionnels et « Dr Tchoukou »
	2 ^{eme}	Achat de produits au marché	Le recours aux marabouts et charlatans	Entraide communautaire	Pratiques traditionnelles	Traitement et accouchement dans le site par des personnes non qualifiées	Un seul infirmier pour toute la communauté, d'où la consultation des marabouts et guérisseurs	Recours aux médicaments de la rue ou aux racines
	3 ^{eme}	Références se font en motos taxis et Kobitey utilise le CDS de Danamadja	Utilisation des taxis-motos pour transport des malades	Automédication	Transport des malades a moto pour Goré	Recours aux traitements traditionnels	Accouchement pratiqué par des matrones non qualifiées	Manque d'un comité de gestion du centre de sante de Danamadja et impliquer les leaders pour une gestion communautaire afin de garantir le fonctionnement dudit centre.
Actions requises prioritaires Déploiement de personnels qualifiés	1 ^{er}	Augmenter le nombre des personnels qualifiés	Approvisionnement régulier du DCS en médicaments	Renforcer le staff du CDS de Danamadja et créer un CDS à Kobiteye avec staffs qualifiés.	Approvisionnement en médicament et formation des jeunes comme agents de santé	Equiper le CDS de Danamadja et en construire un à Kobiteye	Equiper Danamadja en matériels et médicaments/ Mettre une clinique mobile à Kobiteye	Créer un à Kobitey et/ou renforcer le CDS de Danamadja afin de l'adapter aux besoins des usagers

Approvisionnement régulier en médicaments Equipement et ambulance	2 ^{eme}	Ravitailer régulièrement le centre de sante en produits pharmaceutique	Affectation du personnel supplémentaire et qualifie au CDS	Disposer des médicaments en stock et les subventionner.	Equipement du Centre de santé de Danamadja	Approvisionnement en produits pharmaceutiques	Formation et recyclage de l'équipe du CDS de Danamadja/	Accès aux médicaments essentiels pour les retournés et populations des villages environnants
	3 ^{eme}	Mettre à disposition une ambulance et ouvrir un poste de sante à Kobitey	Faciliter l'accès au CDS et mettre en place t un système de référencement opérationnel	Mettre une ambulance à la disposition des centres de santé ou d'autres moyens de locomotion adaptés	Accès au référencement	Renforcer le staff médical	Suivi régulier du CDS de Danamadja assuré par le district de Gore/ Recrutement et formation des matrones pour Kobiteye	Renforcer le staff médical de Danamadja et former les matrones et aides-soignants du site de Kobitey

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Secteur 2 : Sécurité alimentaire

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires Accès à la terre non organisée avec impact négatif sur population des villages environnants (non implication des services techniques de l'Etat) Quasi-dépendance de l'assistance alimentaire humanitaire Insuffisance d'autres opportunités que l'agriculture pour subvenir aux besoins alimentaires (accès à l'emploi, formation professionnelle)	1 ^{er}	Accès limite à la terre cultivable	Problème d'accès à la terre cultivable	Insuffisance et irrégularité de la ration du PAM	Manque de formations professionnelles	Difficulté d'accès à la terre cultivable	Insuffisance de nourriture	Insuffisante des vivres du PAM (3,000F/mois/pers.)
	2 ^{eme}	Insuffisance et irrégularité des vivres	Insuffisance des intrants agricoles	Accès difficile aux terres fertiles cultivables et aux intrants agricoles de qualité.	Insuffisance de la ration du PAM	Insuffisance et irrégularité des vivres	Capacité de production limitée dans les deux sites	Faible production agricole
	3 ^{eme}	Insuffisance des outils et semences, Manque de moyen financier pour AGR	Manque de formation technique	Vol des animaux sur les sites.	Moyen d'existence (agriculture, élevage)		Manque de formation en techniques culturales et petits métiers au profit des populations des deux sites	Manque des moyens pour bien mener des AGR

<p>Techniques d'adaptation / Comportements de survie</p> <p>Location anarchique de terre</p> <p>Exode pour recherche de petits travaux incluant travail des enfants</p> <p>Solidarité communautaire ou techniques néfastes d'adaptation (sexe pour survie)</p>	1 ^{er}	Location de terre cultivable (un hectare à 5000F)	Location des terres chez les autochtones	petits commerces pour survivre et élevage de petits ruminants	Recours à la vente de bois de chauffe, vente de bois morts pour abris, main d'œuvre et journaliers dans les champs, taxi moto, gardiennage,	Location des espaces cultivables	Négociation et location des surfaces cultivables grâce à la cohabitation avec les populations environnantes des deux sites	Solidarité communautaire et recours aux mécanismes de survie (cueillette de fruits sauvages et légumes, agriculture et petits commerces, Exode vers Gore pour chercher du travail généralement domestiques et mendicité (enfants))
	2 ^{eme}	Agriculture et petit commerce	Recours aux outils aratoires traditionnels	Travailler comme domestique en ville	Agriculture par location de terre chez les autochtones	Agriculture et petit commerce	Collecte et vente du bois de chauffe par les deux communautés	Quasi-dépendance de l'assistance humanitaire.
	3 ^{eme}	Exercer de petit commerce avec leur propre fond pour acheter les semences et outils	L'utilisation des techniques traditionnelle de maintien du sol	Emprunt des terres cultivables chez les autochtones	L'exode vers d'autres villes ou d'autres pays	Sexe pour survie pratiqué à Danamadja	Cultures de contre saison	Pratique de petits commerces et autres mécanismes de survie telle que la collecte/vente des bois de chauffe sans perspective réelle d'autonomisation
<p>Actions requises prioritaires</p> <p>Implication des autorités, notamment ANADER pour meilleure gestion de l'accès aux terres</p>	1 ^{er}	Plaidoyer pour accès à la terre cultivable	Plaidoyer pour accès suffisant à la terre cultivable pour les retournés	Régulariser et augmenter l'assistance de PAM	Appui en semences	Plaidoyer pour accès à la terre	Octroi des surfaces cultivables a Danamadja et Kobiteye	Utilisation du profilage socio-économique et renforcement des moyens de revenus
	2 ^{eme}	Distribution d'intrants agricole	Appui en UCA et semences améliorées, moyens financiers.	Disposer des terres cultivables et semences de qualité à temps	Formation professionnelle	Distribution d'intrants agricoles	Octroi des matériels/intrants agricoles aux bénéficiaires des deux sites dans le respect du calendrier agricole	Accès aux terres cultivables et intrants agricoles
	3 ^{eme}	Fournir des appuis technique et financier	Formation en techniques culturelles	Location des terres et utilisation des techniques traditionnelles pour les amender	Appui en moyens d'existence (agriculture, commerce et élevage)	Accès aux crédits pour développer les AGR	Formation en techniques culturelles	Faciliter l'accès à des micro-crédits conséquents auprès des IMFs

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Secteur 3 : Cohabitation pacifique

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires Conflits mineurs autour de la collecte des bois de chauffe / entre éleveurs-agriculteurs Absence des projets fédérateurs entre les retournés et les deux communautés	1 ^{er}	Agressions physiques lors de la collecte de bois de chauffe	Conflits mineurs autour de la collecte des bois de chauffe	Des petits conflits entre agriculteurs et éleveurs	Activités socio-culturelles	Petites disputes autour de la collecte de bois de chauffe		Absence des projets fédérateurs entre les retournés et les deux communautés
	2 ^{eme}		Dévastation des champs des autochtones par des petits ruminants des retournés	Manque des activités socio-culturelles de brassage	Insuffisance de formation pour comités mixtes et comités de règlement des conflits			Besoins de renforcer la concertation entre les 2 communautés
	3 ^{eme}							
Techniques d'adaptation / Comportements de survie Résolution communautaire des conflits par les comités mixtes/sage Concertation entre les 2 communautés et partage de peu de ressources	1 ^{er}	Le problème est réglé par le comité mixte	Résolution communautaire des conflits par les comités mixtes/sage	Règlements à l'amiable par le comité mixte	Tissage de relation d'amitié à travers des mariages	Collecte de bois de chauffe en privilégiant le dialogue		Concertation entre les 2 communautés et partage du peu de ressources
	2 ^{eme}		Résolution communautaire des conflits par les comités mixtes/sage	Sensibilisations des deux communautés.		Utilisation de gaz distribué par OIM dans certains ménages		Concertation entre les 2 communautés et partage de peu de ressources
	3 ^{eme}			Activités festives réalisées conjointement		Utilisation des briquettes (donnée par FAO)		
Actions requises prioritaires Mise en place des projets porteurs mixtes notamment agricoles, de transformation etc. à l'image des AGRs en gestation au sein du comité mixte de Danamadja	1 ^{er}	Sensibilisation pour la cohabitation pacifique	Renforcer des sensibilisations sur la cohabitation pacifique	Poursuivre l'organisation des activités mixtes de brassage entre les deux communautés.	Appui aux activités socio-culturelles			Mise en place des projets porteurs mixtes notamment agricoles, de transformation etc. à l'image des AGRs en gestation au sein du comité mixte de Danamadja
	2 ^{eme}		Renforcer les sensibilisations sur	Règlement des conflits par le comité	Renforcement des comités			Renforcer la capacité des membres du comité mixte de sage

Continuer les sensibilisations sur la cohabitation pacifique et renforcer les capacités des comités			la cohabitation pacifique	mixte et leurs formations				dans la prévention et la résolution des conflits
	3 ^{eme}							

Echelle de sévérité

0 <input checked="" type="checkbox"/>	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Secteur 4 : Moyens d'existence

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires Insuffisance d'opportunités économiques (faible demande sur le marché) Accès limité à la formation professionnelle et qualifiante	1 ^{er}	Insuffisance de moyen financier pour initier les AGR	Manque de formation en petits métiers	Insuffisance de l'appui en AGR	Appui en petits commerces avec augmentation des fonds et nombre de bénéficiaires	Manque de moyen pour développer des AGR	Manque d'appui en AGR dans les deux sites	Accès non organisé à la terre agricole pour les retournés et manque d'intrants agricoles
	2 ^{eme}	Destruction des champs par les animaux	Accès limité aux AGR	Insuffisance d'opportunités économiques (faible demande sur le marché)	Insuffisance de l'appui en production agricole (technique compris)	Manque de moyens pour louer suffisamment de l'espace cultivable	Manque de formation professionnelle et de petits métiers pour les deux sites	Manque et/ou insuffisance des moyens financiers pour mener des activités commerciales
	3 ^{eme}		Absence d'opportunités, de débouchés (fermeture des frontières)	Non d'accès aux micros crédit et à la formation professionnelle	Formation professionnelle et installation		Manque de cultures de rente a Danamadja et a Kobiteye	Besoins en formation professionnelle et aux petits métiers
Techniques d'adaptation / Comportements de survie Création d'un groupement AGR regroupant 7 chefs de village et 18 retournés pour gestion structurée des AGR (non encore fonctionnel par manque de moyens financiers) Exercice de petits commerces tels que la	1 ^{er}	Utilisation de petits capitaux pour les petits commerces	Recours aux mécanismes de survie, parfois illicites	Travaux domestiques moyennant un peu d'argent en ville	Travail temporaire en ville ou dans les champs pour la survie	Petit commerce réalisé avec des petits moyens	Collecte et vente du bois de chauffe	Location/utilisation des terres attribuées par les autochtones même si parfois pas fertiles (5000XAF/Ha).
	2 ^{eme}	Sensibiliser les propriétaires des animaux	Recours au système d'entraide, de solidarité	Les petits commerces et métiers	Location de terre selon les moyens		La pratique de la culture maraichère a Danamadja et Kobiteye	Exercice de petits commerces tels que la vente de fagots, de condiments etc.
	3 ^{eme}		Déplacement vers d'autres zones pour mener des AGRs.	Emprunt d'argent pour lancement de petit commerce	Auto apprentissage et installation de fortune pour petits métiers		Pratique des travaux temporaires auprès des particuliers a Gore	Certains jeunes suivent (difficilement) des formations professionnelles à

vente de fagots, de condiments etc. et accès aux AGR fournies par Care								Beureh situé à plus de 10 kms
Reconversion a l'agriculture (la plupart des retrouvés étaient commerçants en RCA)								
Actions requises prioritaires	1 ^{er}	Faire des Plaidoyers pour appuis financier et technique	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et aux petits métiers	Octroi des crédits de financements par les O N G.	Plaidoyer pour facile accès à la terre	Plaidoyer pour accès aux crédits.	Identifier et appuyer les personnes en moyen financier pour la réalisation des AGR	Formaliser l'accès à la terre agricole (garanties ou titres de propriété) et appui en intrants pour production a plus grande échelle
Faciliter l'accès aux formations professionnelles								
Appui technique et en intrants pour plus grande production agricole (ANADER)	2 ^{eme}	Clôtures en haie morte autour des champs et continuer la sensibilisation	Diversifier les AGRs et faciliter l'accès au financement	Facilité la libre circulation des retournés pour les commerces.	Amélioration de la fertilité des terres		Formation techniques et de petits métiers	Mise en place des AGRs diversifiées avec des moyens financiers importants
Poursuivre l'appui pour les PME	3 ^{eme}		Créer des opportunités en facilitant l'accès à certaines offres	Poursuivre la formation professionnelle et la mise en place des coopératives.	Faciliter la formation professionnelle et l'insertion socio-économique des lauréats		Développer les cultures de rente	Ouvrir un VTC entre les 2 sites ou faciliter le déplacement aux jeunes qui suivent des formations à Beureh

Echelle de sévérité

0 <input checked="" type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Secteur 5 : Accès au logement

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires Insuffisance d'abris adéquats dans les ménages Difficile accès aux matériaux de construction des abris semi-durables	1 ^{er}	Insécurité dans les abris d'urgence	Vétusté des abris d'urgence	Insuffisance et « mauvaise » qualité des logements.	Etroitesse des abris	Viellissement des abris d'urgence	L'utilisation des abris d'urgence par la majorité des ménages	Insuffisance d'abris adéquats dans les ménages
	2 ^{eme}	Manque de kits de construction	Difficile accès aux matériaux de construction des abris semi-durables	La distribution des articles ménagers ne couvre pas tous les ménages.	Toiture des abris qui suintent en saison de pluie	Couverture insuffisante en abris sécurisés pour les PBS	Insuffisance d'abris semi-durables octroyés	Inadéquation de la qualité des abris
	3 ^{eme}	Insuffisance d'abris semi durable	Insuffisance et vétusté des AME	Les constructions ne respectent pas normes standard	Appui à la construction d'abris semi durables pour les ménages	Toitures des abris en paille	Un faible taux de ménages ayant eu accès aux AME	Problèmes fonciers concernant les parcelles habitées par les retournés. Pas de garantie pour l'intégration locale.
Techniques d'adaptation / Comportements de survie Promiscuité dans les abris avec parfois jusqu'à 7 personnes dans un seul abri de 4x3m Construction d'abris de fortune pour les autres membres de ménage	1 ^{er}	Construire les abris en pailles, bâche et semis durable	Raccommode des bâches, utilisation des tiges de mil	Entassement des individus dans la même chambre.	Construction d'abris de fortune pour les autres membres de ménage	Construction d'abris en semi durable pour ceux ayant les moyens ;	OIM a construit des abris semi-durables à 526 ménages /2312 ménages a Danamadja/ OIM a réalisé 420 abris et SECADEV 300 abris pour un total de 720 ménages.	Promiscuité dans les abris avec parfois jusqu'à 7 personnes dans un seul abri de 4x3m (avec des enfants ayant plus de 18 ans).
	2 ^{eme}	Utilisation de paille	Recours aux briques non cuites	Construction des maisons avec les rares matériaux disponibles.	Utilisation de paille ou bâche usées avec le temps	Utilisation de paille pour faire les abris de fortune.	Certains ménages ont pu construire leurs propres abris semi-durables	Construction d'abris de fortune avec des branches d'arbre, paille etc.
	3 ^{eme}	Utilisation d'un seul abri par plusieurs personnes	L'utilisation des articles existants à plusieurs fins.	Nuitée chez les voisins ou les parents	Dormir chez des parents ou dans des abris de fortune	Utilisation d'un seul abri par plusieurs personnes	70 ménages de Danamadja et 60 ménages de Kobiteye ont reçu une assistance en AME de la part de l'OIM.	Les parcelles sont exploitées avec prudence
Actions requises prioritaires Faciliter l'accès aux matériaux pour la construction des abris durables	1 ^{er}	Transition des abris d'urgence vers les semi-durable	Construction d'abris semi-durables	Respect du standard minimum des dimensions des constructions de logements	Appui à la construction d'abris semi-durables pour tous les ménages	Transition des abris d'urgence vers les semi-durable	Appuyer les ménages à construire et réhabiliter eux-mêmes les abris semi-durables	Faciliter l'accès aux matériaux pour la construction des abris durables notamment en tôles.
	2 ^{eme}	Fouriture de kit de construction	Appuis en matériaux de construction	Privilégier l'appui en cash pour les constructions.	Appui en outil de construction	Fouriture de kit abris	Apporter de l'assistance en abris et AME aux ménages pauvres	Privilégier l'utilisation des matériaux tels que les briques cuites pour les abris durables

	3 ^{eme}	Reconstituer le comité de vigiles et renforce le nombre de gendarme qui assure la sécurité	Appui en AME	Faire une distribution générale des articles ménagers.	Augmenter la dimension des abris		Construire et augmentant les dimensions des abris dans les deux sites/ toitures en tôles souhaitées a Kobiteye	Régler le problème foncier et octroyer des titres de propriété
--	------------------	--	--------------	--	----------------------------------	--	--	--

Echelle de sévérité

	0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA		Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Secteur 6 : Protection

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires Accès à la documentation limitant la liberté de mouvements (carte d'identité, extrait de naissance). Même situation pour la population des villages environnants Non accès aux études supérieures Déperdition scolaire depuis la fermeture des cantines scolaires et faible contribution communautaire aux APE	1 ^{er}	Manque de documentation (carte d'identité)	Accès difficile à la documentation	Manque de documentations et des pièces d'identité	Documentation	Manque de documentation (CIN et actes de naissance)	La non délivrance des pièces d'identité pour les personnes adultes, jusqu'à nos jours	Tracasseries lors des voyages et non accès aux services bancaires et de crédits (manque de pièces)
	2 ^{eme}	Insuffisance du nombre d'éléments de la Gendarmerie	Violences basées sur le genre : mariage précoce/force, viol, agressions sexuelles	Insuffisance des agents de sécurités	Education (Primaire, secondaire et tertiaire)	Insuffisance du nombre d'éléments de la Gendarmerie	Manque de prise en charge des personnes handicapées et âgées/ ainsi que les PVVIH à Kobiteye	Les retournes n'ont pas des biens importants et ont perdu tout ce qu'ils ont en RCA lors des conflits en 2013/2014
	3 ^{eme}	Faible accès aux études tertiaires et mariage force	Problème d'accès à l'éducation	Manque de prise en charge des PV VIH et personne vivants avec handicaps, personnes âgées.	Sécurité (incidents de SGBV, vols, etc.)	Manque d'accès aux études tertiaires	Le nonaccès des jeunes aux études supérieures dans les deux sites	Persistance des cas de SGBVs notamment de mariage précoce et forcé
Techniques d'adaptation / Comportements de survie Utilisation de récépissé de carte d'identité à l'intérieur du pays (tracasseries	1 ^{er}	Utilisation de récépissé de carte d'identité à l'intérieur du pays	Négociation de l'accès à certains services et au déplacement via des prix forfaitaires	Mise en place d'un comité de vigile pour renforcer la sécurité à Danamadja	Utilisation de récépissé sans photo d'identité	Utilisation de récépissé de carte d'identité	Utilisation des récépissés délivrés pendant le filmage pour les ID, mais souvent rejetés par les forces de sécurité pendant les déplacements.	Payer de l'argent pour se soustraire des tracasseries policières lors des voyages à cause du manque de la documentation civile

policières lors des voyages)	2 ^{eme}	Deux éléments de la gendarmerie font la rotation nuit et jour	Règlement à l'amiable, abstention	Mise en place d'un comité de gestion des cas de VBG.	Abandon, travail des enfants et école coranique, exode, etc.		Assistance apportée aux personnes handicapées et âgées par des proches	Adaptation avec les moyens de bord disponibles
	3 ^{eme}	Arrêt des études au lycée et arrangement à l'amiable pour le mariage forcé	Mariage précoce, travaux domestiques,	Voyages sans pièces d'identité en payant de frais arbitraires à chaque poste de contrôle police.	Auto défense		Les efforts de la communauté pour éviter les incidents de sécurité	Le comité SGBVs des sites mène des sensibilisations, et réfère quelques cas à Gore
	1 ^{er}	Poursuivre le plaidoyer pour la délivrance des pièces d'identité	Accès à la documentation (CI, acte de naissance)	Document	Documentation	Délivrance des documents	Faire des plaidoyers pour la délivrance des cartes nationales d'identité	Papiers d'identité valides
Actions requises prioritaires	2 ^{eme}	Renforcer staff gendarmerie	Sensibilisation, création des mécanismes de dénonciation et de prise en charge légale	Mise en place d'un système de référencement, de prise en charge et d'assistance régulière des malades et PBS	Appui à l'amélioration de l'éducation	Renforcer staff gendarmerie	Faire un recensement des personnes handicapées et âgées et leur apporter de l'assistance	Dédommagement relatif aux biens perdus en RCA et documentés et suivant la promesse faite par le Gouvernement dès l'arrivée des retournés à Doba en 2014
	3 ^{eme}	Sensibiliser la communauté pour la continuité des études et mariage force	Sensibilisation, appui en kits scolaires et moyens financiers	Renforcement des agents de sécurité et sensibilisation aux violences base sur le genre.	Mise en place de comité de vigilance	Faciliter l'accès au des jeunes au Lycée et aux études tertiaires.	Faciliter l'accès des jeunes aux études universitaires	Renforcer la capacité des comités SGBVs en matière de prévention et surtout de la réponse des cas de SGBVs
Accès à la documentation (carte d'identité, acte de naissance)								
Faciliter l'accès au des jeunes au Lycée et aux études tertiaires.								

Echelle de sévérité

	0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA		Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Secteur 7 : Wash

Les groupes AGD	Fillles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders	
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Manque de bacs à ordure a Kobitey et Insuffisance des bacs a ordure à Danamadja	Panne récurrente des forages et insuffisance des artisans réparateurs	Insuffisances des latrines et saturation autour des points d'eau à Danamadja	Panne de plusieurs forages et mauvaise qualité d'eau de certains points d'eau	Insuffisance des forages	Pannes de forages	Insuffisance d'eau due au nombre réduit des forages opérationnels
Insuffisance des latrines familiales								

Etat défectueux de plusieurs points du fait de la non implication des services de l'hydraulique	2 ^{eme}	Panne de plusieurs forages	Insuffisance des latrines et insalubrité des bacs à ordures	Etats défectueux des points d'eau	Insuffisance des latrines familiales	Mauvaise qualité de l'eau de certains forages	Insuffisance de latrines	Latrines familiales insuffisantes
	3 ^{eme}	Insuffisance de latrine	Refus d'utilisation des latrines par certains membres de la communauté.	Manque de moyens financier pour la réparation des points d'eau.	Absence de comité wash		Manque des bacs à ordures	Aires de lavage en nombre insuffisant exposant les enfants aux risques de noyade et maladies hydriques.
Techniques d'adaptation / Comportements de survie Comités de gestion des points d'eau (peu fonctionnels) Défécation a l'aire libre	1 ^{er}	Utilisation des petits bacs a ordures mobiles	Cotisation pour la réparation des forages	Défécation a l'air libre	Prélèvements de jetons sur les rations pour couvrir le cout de l'eau	Bon fonctionnement du comité d'eau de Danamadja a l'opposé de celui de Kobiteye	Collecte de fonds (100 F/ménage) auprès de la communauté pour la réparation de forage	Délai d'attente important (6 à 7 H) et des petites querelles autour des points d'eau
	2 ^{eme}	La population se regroupe autour de quelques forages fonctionnels	Défécation a l'aire libre et dépôt anarchique des saletés.	Utilisation des latrines communes,	Utilisation de latrine communautaire ou défécation à l'air libre		Défécation a l'air libre	Utilisation des latrines existantes même si certains ménages ont un nombre important de membres
	3 ^{eme}	Défécation a l'aire libre	Défécation a l'aire libre	Utilisation du marigot pour lessive et vaisselle	Utilisation des carcasses d'animaux comme fumier		Brulis des déchets hors des sites	Lessive à la marre
Actions requises prioritaires Implication des services de l'Etat pour la gestion de l'eau Sensibilisation à la construction des latrines familiales	1 ^{er}	Construire et Augmenter le nombre des bacs à ordures puis renforcer les capacités du comité Wash pour leur gestion	Appui à la réparation des forages, construction de forages supplémentaires et formation des artisans réparateurs.	Construire des latrines familiales	Appui à l'achat de pièces de rechange et traitement de certains forages dont l'eau n'est plus potable	Réparation des forages en panne	Plaidoyer auprès des services concernés pour la réparation de 14/24 forages a Danamadja et 16 forages/21 à Kobiteye	Appuyer à réparer les forages en arrêt et réaliser des nouveaux forages dans les villages environnants
	2 ^{eme}	Réparer les forages en panne	Appui à la construction des latrines familiale et curage des bacs à ordures	Réparation des points d'eau en panne.	Aider à l'acquisition de latrine pour tous les ménages		Augmentation du nombre des latrines	Appuyer certains ménages dans la construction des latrines familiales notamment en dalle
	3 ^{eme}	Fournir les kits de constructions suffisantes pour tous les ménages	Sensibilisation à la construction des latrines familiales	Continuer la sensibilisation sur l'hygiène du site et doté les retournés de matériel d'assainissement.	Appui à la mise en place des comités wash		Réhabilitation des bacs à ordures	Construire des aires de lavage autour des points d'eau

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

b) Sido et Maingama

Date de la visite : 24-25 Avril 2019

Données géographique		
Région		
Préfecture		
Sous-préfecture		
Village/Site	MAINGAMA et SIDO	Rural <input type="checkbox"/> Urbain <input type="checkbox"/>
Coordonnées GPS	Latitude	Longitude

Liste et numéros des secteurs :

1. Santé
2. Alimentation/Sécurité Alimentaire
3. Cohabitation
4. Moyens de revenus
5. Abris et AME
6. Protection
7. WASH

Santé

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Manque de médicaments	Non gratuité des soins	Absence de certains services (maternité, laboratoire, imagerie médicale) et absence de référencement des malades, permanence, sous-effectif du personnel, manque de lits.	Non prise en charge des personnes vivant avec handicap et les femmes enceintes	Absence de service de maternité	Manque de médicaments	Centre de santé non fonctionnel/ centre médical PAC faible en médicaments, matériels et personnel
	2 ^{eme}	Absence de prise en charge des malades référés vers les hôpitaux des grands centres	Indisponibilité des médicaments	Problème d'approvisionnement en médicaments	Manque de personnel qualifié	Absence d'un laboratoire pour les examens médicaux et d'une ambulance pour les urgences	Manque de personnel qualifié	Service de maternité inexistant
	3 ^{eme}	Non prise en charge médicale pour des personnes à besoins spécifiques	Manque de personnel qualifié	Faible capacité financière pour des soins en dehors de Maingama	Manque de médicaments	Rupture de médicaments et difficultés dans les références	Manque de service de maternité	Difficulté pour les références
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}	Recours aux tradi-praticiens ou aux vendeurs des médicaments de la rue	Consultation des marabouts et des guérisseurs traditionnels	Accepter de vivre avec la maladie, recourir aux marabouts.	Présence des matrones pendant le jour ; déplacement des patients vers les grands centres pour les antirétroviraux	Accouchement dans les centres plus proches (Maro) avec leur propre moyen de déplacement	Achat de médicaments de la rue	Recours aux tradi-praticiens
	2 ^{eme}	Bradage des biens, endettement	Déplacement vers d'autres centres de santé	Recours aux médicaments de la rue.	Recours aux tradi-praticiens, aux marabouts pour les soins/accouchements	Faire les examens médicaux a Maro	Consultation des marabouts et des guérisseurs traditionnels	Consultation des marabouts et des guérisseurs traditionnels
	3 ^{eme}	Solidarité et aide entre les habitants du site	Achat de médicaments de la rue	Endettement et mise en gage des cartes de ration	Achat de médicaments de la rue	Achat de médicaments de la rue et consultation de guérisseurs traditionnels		Achat de médicaments de la rue
Actions requises prioritaires	1 ^{er}	Renforcement du centre de santé en médicaments	Rendre gratuits les soins	Créer les services manquants.	Réouverture du centre de santé	Créer un centre de santé avec un personnel qualifié	Plaidoyer pour éviter la rupture des produits pharmaceutiques	Renforcer le centre médical existant en médicaments, matériels et personnel formé
	2 ^{eme}	Plaidoyer pour un appui aux Personnes à Besoins Spécifiques référées dans les grands centres hospitaliers	Rendre disponibles les médicaments	Approvisionnement de la pharmacie du centre de santé en médicaments	Redéploiement et affectation de personnel qualifié	Doter le centre existant d'un laboratoire d'analyses médicales et d'une ambulance	Approvisionnement du centre de santé en médicaments	Faciliter les références

	3 ^{eme}	Plaidoyer pour un appui en cash aux Personnes à Besoins Spécifiques	Affecter du personnel qualifié	Renforcer la capacité financière des bénéficiaires en mettant en place des AGR et activités agricoles.	Approvisionnement de la pharmacie du centre de santé	Doter le centre d'une pharmacie et l'approvisionner en médicaments	Doter le centre de santé d'un laboratoire et d'un bloc opératoire	Rendre gratuits les soins
--	------------------	---	--------------------------------	--	--	--	---	---------------------------

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Sécurité Alimentaire

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Un grand nombre de ménages n'a qu'un seul repas par jour	Insuffisance de l'aide/assistance alimentaire	Insuffisance et irrégularité de l'assistance alimentaire	Travail des enfants	difficultés à avoir une alimentation complète	Insuffisance de vivres	Assistance alimentaire insuffisante
	2 ^{eme}	Difficulté d'accès à la terre et aux intrants agricoles	Non accès aux terres cultivables	Infertilité des sols et mauvaise qualité des semences.	Pas d'accès aux terres cultivables	Manque d'appui pour les cultures maraichères et pluviales	Pas de stock de vivres à la maison	Ruptures fréquentes de l'assistance alimentaire (quelques mois)
	3 ^{eme}	Difficulté de pratiquer l'élevage à cause de certaines maladies animales et du vol de bétails	Non appui au secteur élevage	Non appui au secteur élevage	Manque des intrants agricoles	Manque d'appui en élevage de volailles et petits ruminants	Faible pouvoir d'achat	Infertilité des sols et manque d'outils aratoires
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}	Travail dans les champs des villages environnants	Vivres contre travail chez les autochtones	La main d'œuvre journalière, travaux domestiques, sexe pour survie	Location de terres cultivables, emprunt de terre et métayage	Vente de bois de chauffe, travaux journaliers chez les autochtones, mendicité des enfants, réduction du nombre de repas journaliers	Recherche et vente de fagots, et petits commerces	Vente de bois de chauffe
	2 ^{eme}	Solidarité et entraide entre les ménages.	Travail des enfants (champs, marché, chantiers...)	Maraichage, réduction du nombre de repas journaliers	Travail dans les champs des villages environnants	Emprunt de moyens de production, achat ou emprunt de semences	Réduction du nombre de repas journaliers	Main d'œuvre chez les autochtones
	3 ^{eme}	Cueillette de mangues pour compléter la ration alimentaire en saison de mangues	Mendicité	Vente des habits et du bois de chauffe		Elevage de petits ruminants et volailles		Location de terres cultivables
Actions requises prioritaires	1 ^{er}	Rendre accessibles les terres cultivables	Appuyer les ménages et les encourager dans les activités	Appui consistant en AGR ou en moyens de production.	Rendre accessibles les terres cultivables	Rendre régulière l'assistance alimentaire	Augmenter l'assistance alimentaire	Augmenter l'assistance alimentaire

			génératrices de revenus					
	2 ^{eme}	Appui en intrants agricoles pour les grandes cultures et le maraichage	Octroi de terres cultivables et des outils aratoires	Mise à disposition à temps des intrants agricoles.	Octroi des intrants agricoles	Appui en intrants agricoles et formation en technique agricole	Donner des AGR pour l'autosuffisance	Rendre régulière l'assistance alimentaire
	3 ^{eme}	Appui en microcrédits pour les activités génératrices de revenus	Renforcer l'appui technique à la santé animale	Renforcer l'appui technique à la santé animale	Octroi de micro-crédits	Distribution de petits ruminants et volailles	Donner suffisamment de semences	Octroi de terres cultivables et des outils aratoires

Echelle de sévérité	0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
	NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Cohabitation pacifique

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires	1 ^{er}			Dévastation des champs par les troupeaux des éleveurs	Menace des arabes des villages environnants pendant les périodes de distribution des dons	Conflit agriculteur éleveur		
	2 ^{eme}			Absence d'un comité mixte de sage				
	3 ^{eme}							
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}							
	2 ^{eme}			Acceptation des jugements des gendarmes et du comité des retournés				
	3 ^{eme}							
Actions prioritaires requises	1 ^{er}			Sensibiliser les éleveurs, créer des couloirs de transhumance	Sensibilisation dans les ferricks pour une cohabitation pacifique	Créer des couloirs de transhumance et réprimander les contrevenants.		Renforcer les structures de gestion des conflits déjà existantes
	2 ^{eme}						Sensibilisation sur la cohabitation pacifique	
	3 ^{eme}							

Echelle
de
sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Moyens de revenus

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Difficulté d'accès aux micro-crédits	Pas d'accès aux crédits bancaires ou aux micro-crédits	Absence des AGR et d'activités de production	Endettement	Manque d'appui aux AGR	Faible couverture de l'assistance	Difficulté d'accès aux micro-crédits
	2 ^{eme}	Difficulté d'écoulement des produits sur le marché à cause du faible pouvoir d'achat de la population	Pas d'appui pour les activités génératrices de revenus	Difficulté d'accès aux micro-crédits et manque de pouvoir d'achat	Manque de moyens financiers	Tracasseries policières dans l'exercice des activités commerciales	Manque de moyens financiers	Absence de documents d'état civil
	3 ^{eme}		Manque de pouvoir d'achat	Faible accès à la formation aux petits métiers	Manque de débouchés	Non accès aux micro-crédits	Infertilité des sols	Faible appui aux AGR
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}		Travaux divers (travaux dans les champs des villages environnants, coupe de bois pour la vente, travail des enfants)	Sexe pour survie,	Sexe pour survie	Exercice de petits commerces	Collecte et vente de bois de chauffe, fabrication des briques, travaux temporaires, le petit commerce exercé par les femmes	Utilisation de cartes OIM et carte d'électeur
	2 ^{eme}		Prolifération des Taxi-moto, cabines téléphoniques	Production à petite échelle	Travail domestique, fabrication de brique, moto taxi	Approvisionnement en marchandises dans les centres urbains ; Pratique de pot de vins		
	3 ^{eme}				Collecte et vente des bois de chauffe,	Tontine et usure		
Actions requises prioritaires	1 ^{er}	Appui en microcrédits pour les AGR	Rendre accessible les micro-crédits	Appui en AGR	Appui en AGR, distribution de cash money	Appui en AGR	Rendre accessible les micro-crédits	Mettre à disposition les documents d'état civil
	2 ^{eme}		Renforcer l'appui aux AGR existants	Rendre accessible les micro-crédits aux groupements	Formation sur les techniques d'entreprenariat	Plaidoyer pour la délivrance de documents d'identité		Rendre accessibles les micro-crédits

	3 ^{eme}			Favoriser l'accès en augmentant le quota des filles et femmes à la formation aux petits métiers (VTC)	Organiser les lauréats de VTC et les femmes en coopératives et les financer	Plaidoyer pour l'octroi de micro-crédits et appui technique aux AGR		Renforcer les AGR
--	------------------	--	--	---	---	---	--	-------------------

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Accès au logement

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Les abris sont en mauvais état	Manque d'abris adéquats	Manque d'abris durables	Toitures des cases et tentes délabrées	Délabrement des abris	Mauvais états des toits des abris	Abris d'urgence en bâche
	2 ^{eme}	Absence d'articles ménagers	Difficulté d'accès aux matériaux/matériels de construction	Manque de sécurité dans les abris d'urgence.	Interdiction de coupe de bois/arrestation des usagers par les services forestiers	Indisponibilité des matériels de construction	Mauvais état des abris	Usure des bâches
	3 ^{eme}	Insécurité dans les abris (prolifération des reptiles et vols, agressions...)	Manque d'articles ménagers	Manque d'articles ménagers	Prolifération des rues anarchiques	Manque d'articles ménagers		Site inondable
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}	Utilisation de la paille pour réhabiliter les abris	Surpopulation et promiscuité dans les abris	Construction d'abris en paille et surpopulation dans les abris	Construction de maison par les retournés eux-mêmes	Surpopulation et promiscuité dans les abris, nuit à la belle étoile	Couverture du toit avec des bâches déchirées	Construction des abris en semi dure pour ceux qui le peuvent
	2 ^{eme}	Certains ménages se construisent des abris avec leurs propres moyens	Construction des abris précaires n'offrant pas de résistance aux intempéries	Se résigner de donner ses biens aux agresseurs pour sauver sa vie.	Approvisionnement frauduleux en bois pour la construction des abris	Construction des abris avec du matériau non durable	Couverture du toit avec des pailles	Remplacement des bâches par la paille
	3 ^{eme}					Utilisation d'articles ménagers usagés		
Actions requises prioritaires	1 ^{er}	Appui en cash pour la construction des abris	Construction d'abris en matériaux durables	Elargir le cash pour la construction d'abris semi durables	Construction et réhabilitation des cases en semi dure	Impliquer la communauté dans la construction d'abris	Remplacer Les toits des abris	Construction des abris durables
	2 ^{eme}	Appui en cash aux femmes à risques pour les articles ménagers	Appui en matériaux/matériels	Construction d'abris en matériaux durables en faveur des femmes seules	Rendre disponible les matériaux de construction	Faciliter l'accès aux matériaux de construction durable	Construire des abris durables	Remplacement des bâches

	3 ^{eme}	Mise en place d'un comité de vigiles doté de moyens pour la sécurisation du site.	Distribuer des articles ménagers essentiels	Renforcer l'autonomisation	Octroi de kits de construction	Distribuer des articles ménagers essentiels		Réaménager le site
--	------------------	---	---	----------------------------	--------------------------------	---	--	--------------------

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Protection

Les groupes AGD		Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Pauvreté de certains ménages pour subvenir aux besoins essentiels des filles	Travail des enfants	Atteinte à l'intégrité physique et absence de prise en charge des personnes vulnérables	Manque de document d'état civil	Manque de document d'état civil	Fermeture de la frontière	Manque de document d'état civil
	2 ^{eme}	Mariages précoces	Manque de document d'état civil	Insuffisance d'agents de sécurité, comité de vigilance non opérationnel, non indemnisation de préjudices, comité SGBV non opérationnel	Agression physique, sexuelle, assassinat mariage forcés et précoces ; Règlement des cas pénaux à l'amiable, non dénonciation des auteurs de crimes	Limitation de liberté de circulation	Manque de document d'état civil	Existence des VBG
	3 ^{eme}	Discrimination entre les filles et les garçons pour l'accès à l'éducation secondaire	Déscolarisation des enfants	Manque de documentation, fermeture de la frontière ; Présence de centrafricains dans le site	Déscolarisation des enfants	Violences conjugales et violences basées sur le genre	Insuffisance d'agents de sécurité	Fermeture de la frontière
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}	Sexe pour survie pour les jeunes filles	Mendicité	Recours aux leaders de la communauté et au seul gendarme du site	Déplacement avec badge OIM	Utilisation de document d'OIM pour le voyage à l'intérieur du pays, utilisation des pots de vin aux postes de contrôle d'identité	Recours aux leaders de la communauté et au seul gendarme du site	Utilisation des documents OIM et carte électeur pour les déplacements dans d'autres régions
	2 ^{eme}	Fugues, refus et dénonciation de la part de certaines jeunes filles	Pot de vins aux postes de contrôle	Restriction de mouvements tard dans la nuit.		Réduction de mouvements dans la nuit	Traversée de la frontière de façon clandestine	Traversée de la frontière de façon clandestine

			d'identité pour circuler librement					
	3 ^{eme}	Les ménages préfèrent plutôt appuyer les garçons à continuer les études secondaires et garder les filles à la maison pour les travaux ménagers quand ils n'ont pas les moyens pour appuyer les deux sexes		Restriction des mouvements des hommes et limitation des champs d'activités commerciales à l'intérieur du pays	Alphabétisation des jeunes filles au centre d'écoute	Redynamiser le comité SGBV, sensibiliser et vulgariser l'application de l'ordonnance 006 portant sur l'interdiction du mariage des enfants	Mettre à disposition les documents d'état civil	Règlement de certains cas de violences par les comités
Actions prioritaires requises	1 ^{er}	Appui en micro-crédits aux parents pour les activités génératrices de revenus.	Rendre l'école accessible à tous les enfants (gratuité ou réduction des couts)	Renforcer les postes de sécurités et les agents ; plaider auprès des affaires sociales pour la prise en charge de personnes vulnérables	Délivrance de pièces d'identité et acte de naissance	Facilitation et production de documents d'identité aux retournés de plus de 18 ans	Règlement de certains cas de violences par les comités	Mettre à disposition les documents d'état civil
	2 ^{eme}	Bourse d'étude pour les filles issues des familles pauvres.	Rendre accessible les documents d'état civil	Redynamiser et renforcer le comité de vigilance et le comité SGBV.	Rapporter les cas à la justice et punir sévèrement les auteurs.	Délivrer des documents d'état civil aux retournés	Ouverture de la frontière	Ouverture de la frontière
	3 ^{eme}	Renforcement de la sensibilisation pour prévenir les cas de mariages d'enfants	Réprimander le travail des enfants	Régularisation des ménages retournés non enregistrés et leur délivrer des documents d'état civil ; Plaider pour la régularisation de la situation des centrafricains vivant dans le site	Mener une action d'éducation et sensibilisation des parents.	Renforcement du mécanisme de prévention des SGBV et protection des enfants	Mettre à disposition les documents d'état civil	Renforcement des agents de sécurité du site

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique

Eau, hygiène et assainissement

Les groupes AGD	Filles 10-18	Garçons 10-18	Femmes 19-49	Hommes 19-49	Femmes 50+	Hommes 50+	Leaders	
Problèmes prioritaires	1 ^{er}	Insuffisance des latrines	Insuffisance des points d'eau (forages)	Faible accès à l'eau potable dans certaines zones et faible capacité	Panne des pompes à motricité humaines	Insuffisance de latrines sur le site	Insuffisance de latrines sur le site	Latrines insuffisantes

				de gestion des points d'eau.				
	2 ^{eme}		Absence de latrines familiales et mauvais entretien des latrines publiques	Conflits autour des points d'eau.	Non utilisation des latrines existantes	Mauvaise gestion des ordures ménagères et défécation à l'aire libre	Mauvaise gestion des points d'eau	Sol rocheux par endroits (village)
	3 ^{eme}		Mauvaise gestion des déchets organiques	Insuffisance des latrines (dégradation et destruction)	Mauvaise gestion des points d'eau	Conflits autour des points d'eau	Panne des pompes à motricité humaines	
Techniques d'adaptation / Comportements de survie	1 ^{er}	Certains ménages se sont construit des latrines familiales	Utilisation de l'eau de puits, mares et marigots	Utilisation des eaux de puits dans certaines zones	Présence d'artisans réparateurs	Construction de latrines traditionnelles	Présence d'artisans réparateurs	Défécation à l'aire libre
	2 ^{eme}		Défécation à l'aire libre	Règlement à l'amiable des conflits	Défécation à l'aire libre	Bacs à ordures traditionnels	Défécation à l'aire libre	Construction de latrines de moins d'un mètre de profondeur
	3 ^{eme}		Amoncellement des ordures à proximité des habitations	Utilisation des latrines des voisins et défécation à l'aire libre	Existence d'un comité de gestion de point d'eau	Règlementation des horaires de production d'eau	Existence d'un comité de gestion de point d'eau	
Actions prioritaires requises	1 ^{er}	Construire des latrines	Renforcement/réparation des points d'eau	Atteindre le ratio nombre de personnes par point d'eau. Former les artisans réparateurs	Réhabilitation des points d'eau en panne	construction de latrines	construction de latrines	Réaliser de profondes fouilles pour les latrines
	2 ^{eme}		Entretien des latrines publiques et appui à la construction de latrines familiales	Renforcer la capacité de stockage de l'eau	Sensibilisation de la communauté sur l'utilisation des latrines	Sensibilisation sur les maladies diarrhéiques et promotion de l'hygiène	Redynamiser le comité de gestion	Eviter la défécation à l'aire libre
	3 ^{eme}		Redynamiser les actions du comité wash/Environnement	Appui à la réalisation des latrines familiales durables et mettre un système de traitement de déchets.	Redynamiser le comité de gestion	Augmenter le nombre de points d'eau et renforcer les capacités des artisans réparateurs	Renforcement/réparation des points d'eau	

Echelle de sévérité

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
NA	Situation Normale	Problèmes mineurs, situation presque normale	Situation Préoccupante	Problème / Situation critique	Problème / Situation catastrophique